POLITIQUE

Les candidats et les régimes

(Suite de la première page.)

Et à propos de l'interdiction d'utiliser l'article 11 pour réviser la Constitution, elle ne ferait qu'empêcher des violations choquantes de la loi fondamentale que la plupart des juristes ont soulignées en 1962 et en 1969. En disant que le président de la République doit être « le premier dans l'Etat, mais pas le seul », M. Mitterrand ne s'éloigne pas beaucoup du programme commun, et il interprète plus correctement la Constitution que le général de Gaulle ou M. Pompidou.

Certes, les règles concernant le « contrat de législature » limiteraient un peu la liberté du président quant à la dissolution de l'Assemblée nationale, laquelle deviendrait obligatoire après le deuxième vote de défiance suivant la rupture dudit contrat, tout en restant facultative auparavant. La limitation est d'autant plus faible que les présidents de Gaulle et Pompidou ont toujours manifesté leur intention de prononcer la dissolution dès le premier vote de défiance, ce qui a été fait en 1962. Rien ne garantit d'ailleurs qu'un contrat de législature puisse être conclu, même après renouvellement de l'Assemblée actuelle, surtout après une réforme électorale rétablissant la représentation proportionnelle.

Les récentes déclarations de M. Mitterrand montrent cependant qu'il envisage deux modalités des fonctions de chef de l'Etat. La première correspond à la coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Elle ressemble donc à la situation existant depuis 1962, à cela près que la consistance de la majorité serait différente. Sa division en deux grands partis principaux, chacun fortement organisé, modifierait les rapports des députés et du président, sans les changer radicalement. La situation de celui-ci, à la fois garant de l'union de la gauche et capable de faire appel à d'autres forces si elle était menacée de déséquilibre au profit des communistes, lui permettrait d'utiliser pleinement ses prérogatives constitutionnelles. Certes, le premier ministre aurait un poids plus lourd et une autonomie plus

grande que celle de M. Messmer et de ses prédécesseurs, mais plus conforme aussi à la Constitution, et guère plus importants, sans doute, que ceux d'un premier ministre de M. Chaban-Delmas.

En annonçant que, après un renouvellement éventuel de l'Assemblée nationale, il désignerait « un chef de gouvernement épousant les contours de la majorité choisie par le peuple », quelle qu'elle soit, M. Mitterrand envisage expressément une seconde modalité des fonctions de chef de l'Etat : celle qui repose sur une divergence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. On a montré ailleurs que la Constitution actuelle pourrait s'appliquer dans une telle hypothèse, mais en provoquant l'avènement d'un régime politique très différent de l'actuel. Il fonctionnerait au surplus de façon très variées, suivant que la majorité parlementaire opposée au président serait cohérente ou non. Un retour à la proportionnelle rendrait plus probable la seconde hypothèse, laquelle donnerait à l'Elysée une grande liberté de manœuvre.

Avec M. Giscard d'Estaing, troisième occupant possible de l'Elysée, l'éventail des types de régimes s'élargit encore. Les deux précédents peuvent fonctionner sous le règne de l'actuel ministre des finances, suivant les circonstances, qu'il pourrait d'ailleurs plus ou moins infléchir. Mais d'autres peuvent s'y ajouter, dont l'un s'éloignerait considérablement des institutions actuelles et les transformerait presque aussi profondément qu'elles ont transformé celles de la IV^e République. Tel serait le régime présidentiel dont M. Giscard d'Estaing vient de suggérer expressément l'établissement. La question mérite d'être examinée de près, car on se fait beaucoup d'illusions à ce sujet.

MAURICE DUVERGER.

Prochain article :

UN SYSTÈME PRÉSIDENTIEL

« A gauche, toute !... »

(Suite de la première page.)

Cette débauche de promesses sociales est certainement sincère, mais aussi intéressée. Il faut que tous les candidats aient le sentiment de répondre à un besoin réel et profond pour aller aussi loin, quitte, pour certains, à s'engager à réaliser demain ce qu'ils n'ont pas fait hier. « L'ouverture sociale » de MM. Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas est la plus cruelle critique posthume que l'on ait faite à Georges Pompidou.

Quels que soient les résultats de la consultation, les électeurs sont

à eu l'occasion d'indiquer que, si après la dissolution de l'Assemblée nationale une majorité différente de celle qui l'aurait élu à la présidence sortait des urnes, il en tiendrait compte pour la formation du gouvernement. M. Olivier Guichard a relevé cette intention et l'a commentée en ces termes : « Faut-il comprendre que, si la majorité actuelle est reconduite, telle quelle ou élargie, M. Mitterrand présidera tranquillement à ses destinées ? Aimerait-il les honneurs plus que le pouvoir ? Et si seule une majorité socialo-centriste pouvait se dégager dans cette nouvelle Assemblée, cautionnerait-il une

M. JACQU

Le maire de Bordeaux pro et des

Rouen. — La seconde journée du « tour de France » de M. Chaban-Delmas conduisait le candidat, vendredi 19 avril, dans l'ouest de France. Le maire de Bordeaux, qui a déclaré de développer chaque jour plus particulièrement l'une des grandes orientations de son programme, avait choisi de traiter à Rouen, dans la soirée, du problème des libertés. L'ancien premier ministre a jugé « innocents » les « exercices de style » auxquels se livre, selon lui, M. Mitterrand en préconisant une charte des libertés. Il s'est engagé pour sa part à libéraliser le régime de la garde à vue et de la détention provisoire, à rendre obligatoire l'accord de l'autorité judiciaire pour la pratique des écoutes téléphoniques, à créer une instance indé-

Devant environ deux mille personnes réunies dans la salle du Mailliet, au Parc des expositions, dans les environs de Rouen, M. Maurice Schumann se félicite notamment que le candidat ait promis de « rattacher au premier ministre la direction du budget ». Il souhaite d'autre part que, s'il est élu, M. Chaban-Delmas prenne une initiative politique qui « rende à la Communauté européenne le souffle qu'elle a perdu ». Il se déclare convaincu que le maire de Bordeaux « n'assignera aucune limite, a priori, au développement institutionnel de l'union européenne ». Il s'adresse enfin à M. Lecanuet (qui n'est évidemment pas là) : « Tant que Jacques Chaban-Delmas a été premier ministre, dit-il, jamais les élus du Centre démocrate n'ont censuré le gouvernement. Comment concilient-ils leurs préférences d'avant-hier et leur option d'aujourd'hui ? »

M. Chaban-Delmas rappelle « l'amitié d'homme » qui le liait à Georges Pompidou, puis expose les orientations — déjà connues — de son programme économique et social avant d'aborder la question des libertés. « Il existe, affirme-t-il, une double menace contre nos libertés. L'une est une menace ouverte, affichée (...). Elle est le fait de tous ceux qui prônent ou pratiquent la violence, qui tournent les libertés en dérision, qui cherchent à saper les fondements mêmes de la société en niant d'un bloc toutes les valeurs, je dirai même toutes les pudeurs. Ces entreprises sont le fait d'un petit nombre, mais actif et prêt à tout, de gens qui cherchent à créer l'engrenage de la répression afin de susciter le plus grand trouble. Ces groupes doivent être combattus avec fermeté, mais avant tout démasqués dans leurs manœuvres. Mais il existe une menace plus grave, car beaucoup plus sournoise et qui se pare aujourd'hui du masque de l'innocence et de la pureté la plus éblouissante. C'est celle

besoin d'annexer des principes qui les lois de la en œuvre. (...) Il je dirai indécent, « exercices de libertés. » Après avoir voter « deux tales », l'une s la vie privée (lo l'autre sur la ré ciaire (loi du 3 cien premier m donnera au futu mission de « sens résolument la garde à vue

Un prog

Rennes. — avait choisi même salle de accueilli Geor de la campagne 1969. Sans dou quolibet ou p l'annonce lum senté actuelle avait été reti phies proviso d'affiches du Filtrés à l' d'invitation o ment l'arrivée retardé par l' O.R.T.F à partie occupé télégramme de Pleven, p régional, et vibrante de M Dienesch, se n'a pas cr Jacques Cha Yves, patron lequel les E